

Discours de Marine Le Pen – Université d'Oxford – Jeudi 5 février 2015

écrit par Christine Tasin | 10 février 2015



Excellent discours de Marine Le Pen sur l'Union Européenne, le laxisme de Hollande et le ridicule de ses mesures anti-terrorisme. Une fois de plus on regrettera qu'elle n'ose pas, elle non plus, montrer le rapport entre islam et islamisme. Craintes d'autant plus ridicules que lorsqu'elle appelle à l'assimilation et à lutter contre le communautarisme et la charia, c'est forcément l'islam qui est visé. L'islamisme étant déjà ailleurs, l'imposition de l'islam par la force, à tous...

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs membres de l'Oxford Union,

Chers amis,

C'est avec plaisir que j'ai répondu à votre invitation et c'est avec honneur que je m'exprime aujourd'hui devant vous au sein de cette prestigieuse institution liée à l'Université d'Oxford, la plus ancienne du monde anglo-saxon et l'une des plus réputées.

J'apprécie toujours de me rendre en Angleterre parce qu'à l'exception de quelques excités professionnels, l'accueil est toujours chaleureux mais aussi parce que l'évolution politique de la Grande Bretagne démontre (n'en déplaise à certain) que le peuple ici partage les mêmes aspirations que de l'autre côté de la Manche.

L'Histoire de l'Université d'Oxford est très liée à la France puisque c'est l'expulsion des étrangers de l'Université de Paris au 12 favorisant ainsi son essor. Quelques siècles plus tard, par une ironie dont l'Histoire a le secret, un grand nombre d'étudiants français postule pour intégrer votre illustre institution.

Depuis 1823, année de création de votre Société, l'Union d'Oxford a toujours été un lieu de débat, farouchement attaché à la liberté d'expression et à toutes les libertés.

Aujourd'hui, cette notion de liberté, dont les peuples britanniques et français sont si épris, prend tout son sens après les terribles événements qui ont endeuillé la France il y a un peu moins d'un mois.

L'un des drames de nos sociétés occidentales c'est l'oubli de nos valeurs essentielles et fondamentales. La Liberté est, à bien des égards, la première d'entre elles. Etouffé dans le tumulte d'un quotidien pacifique et confortable, son cri se fait de nouveau entendre au moment des heures sombres.

Quand elle se trouve menacée ou mise en péril, on se rappelle son nom et celui-ci illumine la face du monde. On se met à l'afficher partout, sur chaque mur, sur chaque vêtement, sur chaque affiche ! On est soudainement prêt à mourir pour elle comme une mère protégeant sa progéniture ! Elle devient notre alpha et notre oméga, notre boussole, notre eau et notre oxygène.

On se rappelle alors ses bienfaits : la liberté d'aller et venir en toute quiétude, de dire ce que l'on pense sans être

inquiétude, de ne pas subir l'arbitraire, la peur, la contrainte, la soumission ou la servitude.

Elle permet l'impossible, le dépassement de soi, la réussite, l'épanouissement personnel, la fondation d'une famille. J'ai encore en mémoire ces vers de Paul Eluard qui illustrent à merveille l'insaisissable notion :

« Et par le pouvoir d'un mot, je recommence ma vie. Je suis né pour te connaître, pour te nommer. Liberté. »

Combien de nos soldats sont tombés pour elle sur tous les champs de bataille du monde ?

Combien d'opposants politiques ont enduré des années de prison pour sa conquête ?

Combien de peuples l'ont priée avant tous leurs dieux en attendant de briser leurs chaînes ?

La France et le Royaume-Uni sont des enfants de la Liberté.

En effet, nos deux nations se sont édifiées sur ses principes et se sont battues pour les défendre tout au long de leur histoire.

Elle constitue la pierre angulaire de votre Habeas Corpus de 1679 et elle introduit la devise républicaine de la France « Liberté, Égalité, Fraternité » comme l'article 1

Droits de l'Homme et du Citoyen : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit ».

siècle qui a conduit beaucoup d'étudiants anglais à s'établir à Oxford,

e

Lors de la Glorieuse Révolution, l'Angleterre rejetait l'absolutisme au profit du parlementarisme et du respect des libertés individuelles. En 1789, la Révolution française

consacrait le triomphe des idées des Lumières dont le socle était cette liberté chérie.

Pour résumer, si vous me permettez cette expression, je dirais que : nul n'est plus libre qu'un Français, si ce n'est un Britannique !

Au cours de deux derniers siècles, la France et le Royaume-Uni ont vu les combats pour les libertés s'intensifier et se diversifier : la conquête des libertés politiques et l'établissement du régime démocratique qui est, comme chacun le sait en Grande Bretagne, un mauvais système mais le moins mauvais de tous les systèmes.

La liberté de la presse qui demeure indispensable à toute démocratie digne de ce nom, la liberté religieuse acquise de haute lutte et sanctuarisée en France par la laïcité, la liberté des femmes longtemps cantonnées aux brillants seconds rôles.

Il fallut bien souvent arracher ces lambeaux de liberté après de féroces combats politiques avec syndicalistes et suffragettes, des joutes oratoires homériques à la Chambre des Communes et à l'Assemblée nationale, des lois révolutionnaires... Les consciences ont dû mûrir, les conservatismes être renversés...

Aujourd'hui, en 2015, la liberté... nos libertés si chèrement gagnées sont menacées. La première des libertés, la sécurité, est menacée par le terrorisme islamiste. Notre souveraineté, elle, est atrophiée par une Union européenne totalitaire.

Le 7 janvier dernier, la liberté a été frappée en plein cœur. A Paris, capitale de l'esprit de 1789, berceau des Lumières, une attaque terroriste effroyable nous rappelait tragiquement la fragilité de nos idéaux.

Le journal Charlie Hebdo a été la cible d'un attentat terrifiant et c'est toute la France, toutes celles et tous

ceux qui se sentent Français qui ont ressenti le coup porté. Pendant 3 jours, la France a subi des attaques terroristes d'une rare violence.

Nous avons déploré la perte de 17 de mes compatriotes, tués car ils étaient journalistes, policiers ou bien de confession juive. La liberté d'expression et de la presse, l'Etat de droit et la liberté de conscience étaient les cibles des barbares.

Le 11 janvier dernier, le peuple de France s'est levé pour réaffirmer l'unité de la République et la défense de ses principes fondamentaux.

Nous autres Français, sommes viscéralement attachés à notre laïcité, à notre souveraineté, à notre indépendance, à nos valeurs. Le monde sait que quand la France est attaquée c'est à la Liberté qu'on porte atteinte. Le nom de mon pays résonne toujours comme un appel à être libre.

Votre invitation est pour moi l'occasion de remercier au nom de tous les Français, le peuple britannique pour son soutien, ses témoignages d'amitié et sa solidarité tout au long de ces tristes journées.

Après les terribles événements que la France vient de traverser, après l'émotion qui a étreint tous mes compatriotes et les citoyens du monde amoureux de la liberté, il est désormais grand temps d'apporter des réponses pour que cela ne se reproduise plus.

En tant que chef du premier parti de France, ma responsabilité est de proposer des solutions pour assurer la sécurité des Français et endiguer la menace terroriste. Il était indispensable de nommer le mal et le danger.

Quand on est en guerre, l'identification de l'ennemi est une impérieuse nécessité pour pouvoir le

combattre efficacement. Albert Camus disait ainsi « mal nommer les choser, c'est apporter du malheur au monde ».

J'ai été le premier responsable politique français à qualifier nos ennemis et à les désigner pour ce qu'ils étaient.

Très vite, les politiques de gauche comme de droite ont maquillé la vérité en se contentant d'évoquer le terrorisme. Cette maladie de l'autruche n'épargne personne puisque même ici semble t-il les pudeurs de langages deviennent la règle. « tueurs » « assassins » on refuse clairement d'appeler un chat un chat.

Mais nous ne sommes pas en guerre contre le terrorisme. Le terrorisme n'est qu'un moyen au service d'une idéologie.

Ce n'est qu'un outil de destruction dont les auteurs ont défini les modalités. C'est le plus abject, le plus lâche car il attaque de manière aveugle précisément dans le but de susciter la terreur, afin que personne nulle part ne se sente plus en sécurité.

Le terrorisme a plusieurs visages, il peut endosser un uniforme différent selon les époques et les contrées. Il se teinte de la couleur politique de ses auteurs : rouge dans les années 70 en Italie et en Allemagne, vert aujourd'hui au Moyen-Orient et sur nos territoires.

Le terrorisme que nous affrontons aujourd'hui est au service d'une idéologie totalitaire, moyenâgeuse, obscurantiste et inhumaine : le fondamentalisme islamiste.

La France, patrie des droits de l'homme et des libertés, a été attaquée sur son sol par le fondamentalisme islamiste.

Cette idéologie arme, entraîne et mobilise des terroristes islamistes, finance et développe le djihadisme international, alimente le fanatisme religieux. Ce sont eux qui ont attaqué Paris les 7, 8 et 9 janvier 2015.

Ce sont eux qui ont frappé il y a quelques années aux états unis, à Londres, à Bombay, en Espagne et plus récemment au canada, en Belgique, ce sont eux les ennemis de la Liberté.

Ils sèment la terreur partout où ils se trouvent tels les cavaliers de l'apocalypse : en Irak, en Libye et en Syrie avec l'Etat islamique en massacrant les chrétiens, en décapitant les opposants pour blasphème, en lapidant les femmes pour adultère et en exterminant les homosexuels ou en brûlant vif dans une cage un pilote jordanien.

On les retrouve au Nigéria et au Cameroun avec la secte salafiste Boko Haram qui massacre des villages entiers, revend les femmes et les enfants comme esclaves. Au Maghreb et dans la bande sahélienne, avec Al-Qaïda qui enlève et égorge les occidentaux.

Il ne s'agit pas d'une nation hostile ou d'un peuple ennemi. Ces combattants n'exhibent pas de drapeau national. Ils ne se battent ni pour la liberté d'un peuple ni pour l'indépendance d'un territoire. Ils ne protègent pas leurs familles ou leurs enfants.

Ils viennent pour détruire et anéantir tout ce que nous sommes et tout ce qu'ils haïssent : notre liberté, notre mode de vie, notre culture, notre laïcité.

Vous le voyez, ces récents évènements nous renseignent sur le caractère mondialiste du terrorisme islamiste. **Infiltrés dans tous les pays d'Europe, téléguidés depuis l'Irak ou la Syrie, ces barbares ont déclaré la guerre à l'Occident, à nos valeurs, à notre civilisation, à nos libertés, à nos traditions.**

Ils entendent répandre la terreur pour nous diviser et faire triompher la charia c'est-à-dire substituer leur ordre totalitaire à notre ordre démocratique.

Le temps du recueillement était indispensable. Le temps de

l'action est aujourd'hui nécessaire.

Pour lutter contre la menace islamiste, toutes les nations européennes doivent être rassemblées et unies. Toutes nos nations car il s'agit bien là d'une guerre globale sur plusieurs fronts.

La sécurité de nos enfants n'est ni de gauche, ni de droite, elle est nationale. En France, le Front National a formulé depuis longtemps des propositions pour endiguer la menace du fondamentalisme islamiste. Nous ne tirons aucune gloire d'avoir eu raison trop tôt.

La seule chose qui m'importe et la défense de mon pays et la protection de mes compatriotes.

Toutes nos valeurs qui font partie intégrante de notre ADN, tous nos pays démocratiques, sont honnies par nos ennemis. Ils se sont juré de les détruire.

Qu'ils soient de droite ou de gauche, les gouvernements successifs de la France n'ont pas pris la mesure du problème et de la tâche à accomplir.

Au lendemain de ces attentats, les politiques de gauche et de droite ont proposé la tenue d'une commission pour réfléchir aux causes de ces attentats... Des paroles, quand il faudrait de l'action...

Winston Churchill donnait une définition lucide de ces comités Théodule « un groupe de personnes incapables de faire quoi que ce soit par elles-mêmes qui décident collectivement que rien ne peut être fait ! »

Je n'évoquerai pas la grande arme brandit par le gouvernement français : un site internet « stop djihadisme » qui doit en effet faire trembler les fondamentalistes.

Pour la gauche et la droite françaises, toute référence au fondamentalisme islamiste doit être proscrite, par peur

d'amalgame entre islam et islamisme. Il faut préférer le nom « Daech » comme pour policer le discours et atténuer les peurs et le danger. L'ironie de l'histoire veut que « Daech » signifie en arabe exactement ce que l'on cherche à cacher, autrement dit « Etat islamique ».

C'est en refusant le déni, c'est en regardant dans les yeux l'ennemi à combattre, que l'on évite l'amalgame. Les musulmans eux-mêmes ont besoin d'entendre ce message.

Ils ont besoin que l'on fasse clairement la distinction entre le projet politique islamiste que certains cherchent à imposer par la terreur et leur foi.

Or, cette distinction ne peut se faire que si l'on accepte d'identifier la menace. Ce n'est pas servir nos compatriotes britanniques et français de confession musulmane que d'entretenir les suspicions et les non-dits. Le terrorisme islamiste est le cancer de l'islam contre lequel ils doivent eux-mêmes lutter à nos côtés.

La réalité est qu'une minorité agissante et hostile constitue le vivier des fondamentalistes. Une minorité qui s'est enracinée dans le communautarisme, lui-même rendu possible par l'immigration massive et incontrôlée.

Nos gouvernants ont nourri le mal de l'intérieur par faiblesse ou par des politiques irresponsables depuis trop longtemps. Après avoir nommé le mal, il est indispensable de relever les erreurs que nous avons commises pour en arriver à ces dramatiques événements et d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Je m'attarderai sur quelques-unes d'entre elles.

Premièrement, nous devons retrouver en France le contrôle et la maîtrise de nos frontières. Le dogme de la libre-circulation des personnes et des marchandises est ancré si fermement chez les dirigeants de l'Union Européenne que l'idée même d'un contrôle aux frontières nationales est

considérée comme une hérésie.

Pourtant la frontière constitue notre première protection contre le djihadisme. Certains de mes opposants en France caricaturent honteusement l'idée de frontière.

Pour eux, je souhaiterais hérissier le pays de barbelés, élever des murailles aux quatre coins de l'Hexagone, creuser des douves, rebâtir la défunte ligne Maginot.

Pourquoi ne pas boucher le tunnel sous la Manche pendant que nous y sommes ? Tout cela est grotesque et n'est pas à la hauteur des enjeux. La frontière doit être un filtre et non un mur.

Je rappellerais que, comme la Grande-Bretagne, 95% des pays du monde ont des frontières pour se protéger, pour contrôler et décider qui peut entrer sur son territoire.

La frontière est même consubstantielle de l'idée d'Etat qui se définit selon le sociologue Max Weber comme « une entreprise politique à caractère institutionnel lorsque et tant que sa direction administrative revendique avec succès, dans l'application de ses règlements, le monopole de la contrainte physique légitime sur un territoire donné, délimité par des frontières. »

Sans frontières, pas d'Etat, pas de sécurité, pas de souveraineté, pas d'indépendance et pas de liberté !

J'ai demandé au Président de la République française de suspendre immédiatement Schengen pour recouvrer la maîtrise et le contrôle de nos frontières.

Je savais quelle serait sa réponse tant il est vrai qu'**il n'est plus que le laquais d'une Union européenne technocratique qui s'est fixé comme objectif la dissolution des états-nations. L'aveuglement fédéraliste confine décidément à la bêtise.**

Et pourtant les frontières-passoires constituent un véritable danger. Chaque année, des tonnes d'armes en provenance des Balkans entrent sur le territoire français sans que de véritables barrières ne puissent les arrêter, et des centaines de djihadistes circulent dans l'Europe sans entrave.

Le pistolet-mitrailleur du djihadiste Amedy Coulibaly qui tuera 5 personnes, a transité par la Belgique et sa compagne et complice, Hayat Boumeddiene, a pu fuir tranquillement en Syrie. Voilà les résultats de la soumission des gouvernements nationaux aux ordres de Bruxelles !

L'Union européenne nous affaiblit en nous imposant l'ouverture totale des frontières, mais aussi parce qu'elle impose des politiques d'austérité qui en France et en Europe, ont frappé de plein fouet les capacités militaires, de police et de renseignement, moins de personnels, moins de matériels, moins de performances.

Si nous avions eu des frontières nationales, nous aurions probablement pu arrêter à la frontière nationale beaucoup de ceux qui sont revenus sur le territoire français après être partis combattre en Syrie ou s'entraîner au Yémen, comme c'est le cas d'au moins un des terroristes fondamentalistes tués le 9 janvier dernier.

Deuxièmement, l'immigration massive, légale et clandestine, qu'a connue notre pays depuis des décennies empêche que se mette en place une véritable politique d'assimilation.

Sans une politique de restriction migratoire, il devient extrêmement difficile, voire impossible, de lutter contre le repli communautaire et le développement de revendications de mode de vie spécifique pour certaines en contradiction avec la laïcité et d'autres lois et valeurs de la république française.

S'ajoute à cela le poids du chômage de masse, que l'immigration ne fait qu'aggraver. Avec 6,1 millions de

chômeurs et 9 millions de pauvres, la France n'est plus en capacité d'accueillir de nouveaux migrants. Elle le voudrait qu'elle ne le pourrait plus.

Il est donc urgent de stopper cette immigration massive et de revenir à une immigration soutenable avec 10 000 entrées par an au lieu des 200 000 entrées actuelles.

Des générations d'immigrés, polonais, italiens, espagnols, portugais ont vaincu les frustrations et les difficultés par l'assimilation.

Aujourd'hui, la machine est en panne du fait d'un trop grand nombre d'immigrés, venus principalement du Maghreb et d'Afrique subsaharienne, présents en France et du renoncement coupable des gouvernements français au cours des 30 dernières années.

La Grande-Bretagne rencontre la même problématique avec un afflux de migrants d'Europe de l'Est.

Alors oui l'immigration massive empêche l'assimilation.

Or, l'assimilation constitue le rempart contre le communautarisme qui est l'un des terreaux du fondamentalisme islamiste.

Dans sa sagesse, l'antiquité avait résumé cette règle de bon sens : « A Rome, fais comme les romains ! »

On ne peut imposer une règle globale tout en demandant aux gens de faire ce que bon leur semble en fonction de leurs coutumes, de leurs traditions, de leurs religions. La liberté individuelle et communautaire s'efforce toujours, tôt ou tard, de supplanter la liberté générale.

Le Front National a toujours lutté avec acharnement contre tous les communautarismes. Il a toujours récusé l'idée même de communautés au sein de la République, une et indivisible selon les termes de sa Constitution.

Ainsi, parce que les mots ont un sens et un sens politique, je ne parle jamais de communauté chrétienne, juive ou musulmane mais de citoyens français de confession chrétienne, juive ou musulmane.

La seule communauté existante en France est la communauté nationale !

Lutter contre le terrorisme islamiste ce n'est pas seulement apporter des réponses militaires ou de sécurité. C'est rappeler et réaffirmer nos principes : la laïcité, l'assimilation, l'Etat de droit.

Nul ne doit pouvoir s'affranchir des règles et des lois communes pour se soumettre à une loi particulière, y compris religieuse, il en va de notre unité, de la persistance de nos valeurs, de notre mode de vie, mais aussi de la paix civile.

Comment en effet ne pas constater que les sociétés multiculturelles deviennent toujours à terme des sociétés multiconflictuelles ?

Notre politique étrangère doit aussi être totalement repensée tant elle est marquée depuis des années par de très graves incohérences. En effet, l'Occident a accumulé les erreurs tragiques en démolissant ce qui devait être préservé et en restant passif là où il était nécessaire d'intervenir.

En attaquant l'Irak injustement, en faisant tomber le régime laïque de Saddam Hussein, aussi critiquable soit-il, les Etats-Unis et leurs alliés – dont le Royaume-Uni – ont profondément ébranlé l'équilibre du Moyen-Orient. C'était il y a 12 ans, nous en payons les conséquences aujourd'hui.

Saddam Hussein ne menaçait nullement la paix du monde, il était du reste un ennemi d'Al-Qaïda et des terroristes. Alors oui, c'était un autocrate coupable de crimes contre son peuple.

Mais la dictature laïque de Saddam Hussein représentait un bouclier contre la progression du fondamentalisme religieux et de son bras armé le djihadisme.

La tolérance religieuse était assurée et les femmes libres d'étudier et de travailler en exhibant leurs cheveux. La chute de Saddam a entraîné le chaos en Irak qui est devenu le foyer du djihadisme.

L'Etat islamique s'est constitué sur les ruines de l'Etat iraquien en recrutant notamment ses troupes parmi les anciens militaires de l'armée du Raïs.

Des centaines de milliers de morts et des années d'instabilité auraient pu être évitées sans cette intervention catastrophique de 2003.

En matière de politique étrangère, la politique du moins pire doit nous guider. Le moins pire ce sont les régimes qui refusent la charia, permettent aux minorités religieuses de coexister et qui peuvent nous aider à lutter contre le terrorisme islamiste chez eux, ceux-là peuvent nous aider aussi à préserver notre sécurité intérieure.

Winston Churchill était lui-même un adepte de la politique du moins pire. Dès le déclenchement du conflit germano-soviétique en juin 1941, Winston Churchill prend le micro pour adresser au peuple britannique et au monde l'une de ses homélies dont il avait le secret.

Lui, l'anti-communiste viscéral, accueille pourtant l'Union soviétique dans la famille des démocraties et fournira du matériel et des armes à Staline dès l'été 1941.

Quand on l'interrogera sur les motivations de cette décision, il répondra avec panache :

« Si Hitler envahissait l'Enfer, j'irais toucher un petit mot en faveur du diable à la chambre des communes. »

C'est dans la fidélité à cette doctrine qui a fait ses preuves, que nous devons repenser notre diplomatie qui doit désormais reposer sur des principes réalistes et non sur des envolées idéologiques bienpensantes.

La politique étrangère n'est pas une question de bien ou de mal. C'est du réalisme, du pragmatisme, des intérêts à défendre, des enjeux de sécurité et de protection de nos ressortissants. La morale et la vertu peinent à s'accommoder avec les réalités du terrain.

L'intervention de l'ancien président Nicolas Sarkozy en Libye fut également une faute dramatique. La dictature du Colonel Kadhafi ne nous menaçait pas.

Aujourd'hui, grâce à notre aide, les fondamentalistes islamistes sont au pouvoir, le chaos et l'anarchie règnent en Lybie et l'on se demande s'il ne faudra pas bientôt intervenir pour chasser ceux que l'on a contribué à installer au pouvoir.

En effet, comme l'avait immédiatement annoncé le Front National, les soi-disant combattants de la « liberté et de la démocratie » que l'Occident couvrait de compliments étaient en réalité les fondamentalistes islamistes dont les armes se sont retournées contre nous, au Sahel, au Mali et en Centre-Afrique.

En effet, le chaos libyen a entraîné dans sa chute des régions entières du Sahel.

Le soutien du président Hollande à certains groupes fondamentalistes en Syrie pour faire tomber Bachar El Assad correspond à la même logique et fut, au même titre, une mesure désastreuse.

Les alliances nouées avec des régimes qui soutiennent financent et arment les combattants du djihad comme le Qatar et l'Arabie Saoudite sont autant de fautes qui ont plongé la nation dans de graves incohérences géopolitiques dont elle a

du mal à s'extraire.

Ils sont peu en Europe à avoir osé dénoncer le lien direct ou sournois de ces pays du Golfe avec le terrorisme islamiste ... il faut dire que les liens financiers entre la classe politique française et les dictateurs de ces pétromonarchie nourrissent de lourdes suspicions légitimes.

L'attitude de François Hollande vis-à-vis de la Russie de Vladimir Poutine est aussi lourde de conséquences.

La Russie est une puissance sur qui la France et l'Europe pourraient compter en matière de lutte contre le terrorisme islamiste auquel la population russe est elle-même confrontée.

Pourtant, en s'obstinant dans un bras de fer absurde sur la question ukrainienne, les démocraties européennes se privent d'un allié de poids.

Il faut être beaucoup plus ferme avec la Turquie qui accumule les attitudes pour le moins ambiguës.

Nous ne pouvons plus tolérer que de jeunes français se forment au Djihad au Moyen-Orient et traversent pour ce faire le territoire turc sans être inquiétés par les services de renseignement.

L'Union Européenne doit cesser ses négociations d'adhésion avec la Turquie, qui laisse aller et venir les djihadistes en toute impunité.

Il est nécessaire de rectifier ces erreurs rapidement en adoptant les mesures qui conviennent. Ma génération et votre génération n'ont pas connu la guerre, l'occupation, la barbarie. Elles ont été endormies par la douce musique de la mondialisation triomphante, de la consommation de masse, des communications planétaires et des voyages faciles, de la culture globalisante et de l'internet roi, de l'individualisme... Aujourd'hui, un immense défi se présente à

nous.

Il nous faut sortir de ce confort relatif pour bâtir un nouveau modèle de société et préserver efficacement notre sécurité et notre identité.

Il n'y a pas de fatalisme. Le Premier ministre Manuel Valls a osé dire aux jeunes français qu'ils devront s'habituer au terrorisme pour mieux dissimuler les échecs cinglants de son gouvernement et anticiper les prochaines déconvenues. Quel cruel aveu d'échec !

Un grand homme disait en 1940 : « Je n'ai rien à offrir que du sang, du labeur, des larmes et de la sueur » Il n'avait rien à offrir si ce n'est la Victoire finale après 5 années de sacrifices. **Manuel Valls n'est pas Churchill... Malheureusement pour la France...**

Je ne partage pas ce défaitisme et cette résignation qui ne sont pas dignes d'un responsable politique qui plus est d'un chef de gouvernement.

Le mouvement que je préside, le Front National, a depuis longtemps averti les Français de la situation explosive que les politiciens des partis UMP et PS ont engendrée, favorisée et laissé perdurer.

Mais cette situation est la conséquence de choix politiques erronés, un changement radical d'orientation peut donc nous en sauver.

Les Français attendent des solutions, de l'action et des mesures efficaces pour restaurer leur sécurité et en finir avec les maux qui gangrènent notre société.

Il faut tout faire en France, au Royaume-Uni et en Europe, pour éviter un choc des civilisations qui terrasserait notre continent. Il faut tout faire pour l'éviter et préserver notre cohésion nationale et notre indépendance, elles-mêmes garantes

du maintien de nos libertés.

L'indépendance de nos nations est pourtant la proie d'une institution qui se revendique comme puissance-maîtresse en dilapidant nos souverainetés. Cette instance supra-nationale et liberticide est responsable d'une grande partie de nos maux.

Vous aurez reconnu l'Union européenne, celle-là même dont tous les peuples d'Europe subissent et craignent les injonctions, les diktats, et les mesures d'austérité qui frappent sans la moindre pitié.

Elle constitue une parfaite aberration historique, une véritable prison des peuples sur un continent qui a trop souffert des dominations et des jougs par le passé.

Cette Europe est anti-démocratique et pourtant elle gouverne nos démocraties.

Cette Europe veut redéfinir les contours de nos territoires, de nos organisations structurelles, de nos professions réglementées, du calibrage de nos fruits à la taille de nos filets de pêche.

Elle se fait juge, censeur, huissier et collecteur d'impôts.

Mais aujourd'hui, les peuples européens en ont assez de courber l'échine devant la matraque bruxelloise ou le fouet allemand.

Aujourd'hui, nos peuples, nos nations, aspirent à la liberté, la liberté de prendre leur destin en main et de décider par eux-mêmes ce qui est bon pour leurs enfants.

Ce ne sont pas quelques technocrates sordides qui vont contrôler nos vies ! Pouvons-nous laisser le futur de nos enfants entre les mains de ces apôtres de la fédéralisation forcée ?

Le 25 janvier dernier, le peuple grec a envoyé un formidable désaveu aux tenants de l'austérité, à la Troïka, à Madame Merkel, à Monsieur Juncker et à tous leurs séides. La Grèce, humiliée depuis trop longtemps, a relevé la tête.

Comme un symbole, c'est dans le berceau de la démocratie que le pouvoir du peuple s'est exprimée de la plus belle des manières pour dire NON à la soumission, NON à l'asservissement, NON aux décisions supranationales qui sont en réalité des mesures antinationales.

Je ne partage pas, vous le savez, toutes les idées d'Alexis Tsipras et de son parti Syriza, qui se situe à l'extrême gauche de l'échiquier politique, mais je me reconnais totalement dans cette volonté du peuple grec de retrouver sa liberté, sa dignité et sa souveraineté économique.

Qu'est-ce que la souveraineté politique sans la souveraineté économique ? Qu'est-ce que le pouvoir sans les moyens de la puissance ? Une coquille vide...

A l'instar des Grecs, les peuples européens ne veulent plus être les marionnettes des technocrates de Bruxelles et les jouets des banquiers de Francfort.

Ils n'en peuvent plus des injustices, des injonctions venants de gouvernements étrangers qui s'arrogent le droit de donner les leçons et les punitions. La décision de la BCE rendue publique hier consiste, ni plus ni moins, en un rétablissement de l'esclavage pour dettes supprimé par Solon en 500 avant Jésus Christ.

Cette élection grecque n'est que le premier remous d'une vague de liberté qui déferlera sur notre vieux continent. En Espagne, au Portugal, au Royaume-Uni et en France, les chaînes de l'austérité vont se briser les unes après les autres.

Les prochaines élections parlementaires britanniques se dérouleront le 7 mai prochain, elles seront déterminantes pour

l'avenir du Royaume-Uni et de l'Union européenne. Le peuple britannique va pouvoir se prononcer sur son avenir au sein de cette Union européenne.

David Cameron, votre premier ministre sortant, a promis, s'il était reconduit à son poste après une victoire des conservateurs, qu'il organiserait un référendum sur le maintien de son pays au sein de l'Union européenne.

Mais quelles valeurs ont les référendums dans cette Union européenne quand celui de 2005 qui a vu le peuple français rejeter la Constitution a été violé de la manière la plus sordide par la classe politique française sur injonction de l'Union européenne ?

Alors c'est écrit, les européistes flamboyants vous feront craindre le pire sur la sortie de l'Europe. Ils vous annonceront les plaies d'Egypte et les calamités qu'ils ont eux mêmes engendrées : le chômage, la récession, la pauvreté...

Ils nous traitent déjà, nous les patriotes européens, de rétrogrades, de xénophobes, des ringards.

Pour eux, nous ne sommes que des apeurés, des islamophobes et des europhobes...

L'Union européenne tire la Grande-Bretagne et la France en arrière. Il est temps d'en sortir pour reprendre la marche en avant.

David Cameron a dit « notre adhésion selon les bases existantes de l'Union européenne ne peut pas durer ». Conviction ou stratégie ?

Le Front National lui n'a jamais varié, il tient le même discours identique depuis des années. Je vous le disais, sur bon nombre de sujets – immigration, insécurité, terrorisme, Europe, euro – nous avons souvent eu raison trop tôt...

Selon un sondage du ComRes publié le 11 janvier 2015, les

priorités des électeurs britanniques seraient : le système national de santé et l'immigration... sujet pourtant totalement absent de la campagne des deux partis britanniques historiques.

Nos deux pays demeurent tous les deux prisonniers des traités européens qui nous contraignent à l'ouverture des frontières.

La Grande-Bretagne comme la France a besoin d'un discours honnête et pragmatique sur l'immigration, mais les travaillistes et les conservateurs comme le parti socialiste et l'UMP, ne veulent pas regarder les faits et les réalités.

La seule solution efficace et pérenne sera d'arrêter le flot d'immigrés en s'affranchissant des obligations juridiques liées aux principes de la libre circulation inscrits dans les traités de l'Union européenne.

L'ouverture des frontières et la globalisation sont jugées comme un progrès logique par nos adversaires.

Benjamin Disraeli, fameux premier ministre de la reine Victoria, notait : « l'Angleterre n'est pas gouvernée par la logique mais par le Parlement ».

Cette formule signifie que le 7 mai prochain, ce sera le peuple britannique qui décidera et nul autre que lui. En mai 2017, ce sera au tour du peuple français de choisir son destin.

En tant que peuples libres, nos destins sont liés. Nous devons mettre nos énergies en commun pour surmonter les défis auxquels nous sommes confrontés, pour aider à offrir à notre jeunesse d'autres perspectives que l'austérité, la dissolution de nos nations, l'affaissement de nos identités, l'affrontement communautaire, la guerre civile et la menace terroriste.

C'est en rendant au peuple sa pleine et entière souveraineté

que nous parviendrons à regarder l'Histoire en face avec optimisme et confiance.

Vive l'Europe des nations libres et indépendantes !

Je vous remercie.

Marine Le Pen